

Le printemps tunisien et le devenir du mouvement contestataire

Mansour Sayah
Université Toulouse Le Mirail 2



Synergies Monde arabe n° 8 - 2011 pp. 121-129

Gloire à la Tunisie, fière et éternelle
Gloire à la patrie et à ceux qui meurent pour elle !
Gloire aux mères éplorées, aux veuves, aux bons, aux purs !
Le peuple a accueilli sa liberté, ce fruit mûr,
Qui tombe de l'arbre de la dictature !

OULED SIDI. Janvier 2011.

Résumé : Ceci est un essai sur la Révolution du Jasmin, les données qui l'ont préparée et ses conséquences politiques, culturelles et géopolitiques. La démocratie retrouvée est une heureuse victoire mais non encore complètement acquise. Au-delà d'une situation encore très fragilisée par les conflits qui s'installent depuis la montée du parti politique Ennahdha au pouvoir avec 48% de sièges à l'ANC, le peuple a compris que plus jamais il ne baissera les bras face à la tyrannie.

Mots-clés : Soulèvement arabe, démocratie, printemps tunisien

Summary: This is an essay on Jasmine Revolution, the data that prepared it and its political, cultural and geopolitical consequences. Democracy found a happy victory that is not fully acquired. Beyond a situation weakened by conflict which has come since the rise of the political party Ennahdha with 48% of seats to the ANC the people realized that he never fall up in the face tyranny.

Keywords: Arab Uprising, democracy, Tunisian Spring

Neuf mois se sont écoulés depuis ce mémorable vendredi 14 janvier où le printemps tunisien¹ a enregistré sa première victoire : la chute sous la pression populaire du boucher de Carthage, et continue à ébranler et détruire par la contestation pacifique de la rue les symboles de l'ancien régime qui s'est employé à introduire dans les plis de la société tunisienne l'illégalisme, l'égoïsme, le népotisme, la corruption et les rapports violents de domination.

Un printemps politique voire une révolution n'est jamais le produit d'une seule cause, elle ne vient jamais de nulle part, elle ne surgit pas du néant et ne se réduit pas non plus à la somme des facteurs qui l'ont provoquée, car elle crée dans son mouvement même, de l'inédit, de l'imprévu, elle dérange le

vécu quotidien et le remet en cause, au nom d'un droit nouveau ou renaissant. En neuf mois, la géopolitique des pays arabes en général et de la Tunisie en particulier s'est trouvée bouleversée. Les certitudes occidentales sur le(s) monde(s) arabe(s), censés être culturellement inaptes à la démocratie, qui pouvaient espérer au mieux « un despote partiellement éclairé » se lézardaient. Les calculs post 11 septembre qui faisaient de ces régimes, alors qualifiés pudiquement « d'autoritaristes » le meilleur rempart contre le terrorisme islamiste ont été remis dans la pénombre des archives. C'est la première fois que dans le(s) monde(s) arabe(s), à la surprise de tous, les peuples se soulèvent, pas seulement pour le pain quotidien, mais également pour la dignité, l'égalité des droits et des devoirs, la liberté, l'alternance au pouvoir, le pluralisme politique et la transparence des élections.

Pistes d'analyse et de réflexion

Ce mouvement a fait l'objet de quelques analyses (A. Meddeb 2011, J. Sayah 2010, 2011, H. Redissi 2011), mais il n'en reste pas moins une énigme. L'objet ici est donc de tenter de comprendre ce qu'il est véritablement, à travers ses acteurs, son discours, l'évaluation de sa réussite, mais aussi son avenir prévisible.

Il est prétentieux au cœur de l'évènement faisait remarquer Y. Ben Achour, « de vouloir théoriser ou prédire ses effets. Un point me semble pourtant certain : le peuple tunisien, a révélé au cœur des derniers évènements que l'idée démocratique n'était ni orientale, ni occidentale, ni du Nord, ni du Sud, qu'elle dépassait les territoires et les frontières et qu'elle est constitutive de notre humanité. »²

La révolte tunisienne est le signe de la contestation politique, économique et sociale de long terme (1987-2011) des citoyens modestes, et en particulier de la jeune génération diplômée mais sans ressources ni projets d'avenir, qui fait face à un chômage élevé et une pénurie de logements. La corruption de la classe dirigeante, les trafics en tous genres, le népotisme ambiant, les fraudes électorales, ainsi que l'absence du renouvellement des élites ont permis aux détenteurs du pouvoir de s'enrichir en confisquant le monopole de l'activité économique du pays et en étouffant toute opposition. L'absence de scène de débat public ou de syndicat indépendant a empêché toute possibilité d'implication des citoyens tunisiens dans les affaires politiques. L'ancien régime de Ben Ali fondé sur un système de cooptation et de clientélisme a fait des responsables politiques tunisiens un club exclusif et fermé dans un pays profondément déprimé.

De quoi parle-t-on ?

Préalablement, il convient d'être au clair sur l'appellation même du mouvement de contestation. En effet, plusieurs termes sont généralement employés pour le définir, tant par les médias que par les contestataires eux-mêmes. Le terme le plus couramment utilisé, qui est « printemps tunisien » ou « révolution du jasmin », etc. n'apparaît pas comme le plus pertinent : tout d'abord, il est largement rejeté par la plupart des contestataires ; ensuite, il est inapproprié,

car les groupes concernés s'opposent à sa métaphorisation telle qu'elle existe aujourd'hui, mais pas à la révolution en tant que cadre contestataire...

Typologie des groupes contestataires tunisiens

Le mouvement de contestation tunisien est loin d'être unifié. Il s'agit d'un extravagant éparpillement politique qui a cru prendre la relève du RCD ancien parti au pouvoir, en fait, d'une sorte d'une nébuleuse regroupant différents types d'organisations aux structures, aux objectifs, aux moyens d'action et aux propositions souvent divergents, et quelquefois contradictoires. Ainsi, des groupes sont « nationalistes », d'autres sont « progressistes », d'autres encore sont « libéraux ». Certains sont plus « pragmatiques » et réformistes que d'autres ; certains sont prêts à participer au gouvernement, tandis que d'autres sont plus « critiques » et favorables à des réformes radicales. Ils peuvent être également d'obédience islamiste telle qu'Ennahda...

De plus, les groupes contestataires ne se réduisent pas à ceux qui ont manifesté à l'intérieur de la Tunisie... En fait, on peut distinguer deux types de contestation : le premier est endogène, et existe surtout dans les villages et les villes de Tunisie ; le second est exogène et s'exprime par les diasporas tunisiennes éparpillées à travers le monde.

1. Le devenir du mouvement de contestation de l'intérieur

On peut se demander où commence et où s'arrête la frontière de la contestation intérieure (quelle région ? pourquoi ? pour combien de temps ?). L'exemple de la région de Sidi Bouzid avant et après les élections pour la constitution est instructif. Doit-on inscrire dans cette mouvance certains partis et listes considérés comme « locaux, voire claniques ou tribaux » (moins de 1000 voix) ?

2. Le devenir du mouvement de contestation de l'extérieur

Les diasporas tunisiennes à l'étranger ont voté massivement et doivent être considérées comme un acteur à part entière dans le processus de démocratisation et de contestation en cours. Dans tous les pays industrialisés, des associations tunisiennes participent à la contestation, notamment des groupes de gauche en France ou d'anciens exilés ou réfugiés politiques ou même des enfants de l'immigration tunisienne...

De plus, on peut inscrire dans cette mouvance contestataire un certain nombre d'intellectuels, de journalistes ou d'essayistes, des organes de presse, des agences indépendantes, des revues...

Le devenir des thématiques de la contestation

Les objectifs des différents groupes contestataires paraissent très divers, voire contradictoires, par exemple entre ceux qui souhaitent défendre les libertés civiles ou les droits sociaux, et ceux qui considèrent que ces derniers constituent des concurrents « déloyaux » pour la défense de l'identité musulmane du pays ou même de l'identité nationale tunisienne...

1. La contestation démocratique

La base de la contestation, et certainement de la sympathie qu'elle inspire dans l'opinion, est la dénonciation, au nom de valeurs « démocratiques », du caractère « anti-démocratique » du résultat du processus actuel de démocratisation, et de la politique qui sera menée par les vainqueurs des élections censés en être les symboles.

Ce mouvement dénonce le « double langage » des vainqueurs...

Cette dénonciation s'accompagne donc d'une aspiration à la surveillance et à l'évaluation « citoyenne » (au sens de « watch », en anglais comme dans Human Rights Watch), et à la « résistance » active, ainsi que d'un souhait de réappropriation « citoyenne », au nom de la liberté et de la démocratie.

2. La contestation réformatrice

La deuxième grande thématique de la contestation privilégie la réforme du système politique et économique tunisien dans son ensemble.

3. La contestation alternative

La troisième thématique paraît plus ambitieuse. Alors que la première était démocratique et la deuxième réformatrice, la troisième consiste à offrir une alternative de transformation du système politique et économique, dans sa philosophie et dans ses institutions, pour empêcher la domination d'un groupe ou d'un parti...

Cette composante contestataire n'aspire pas, pour l'instant, à une révolution sociale. Elle attend plutôt de voir évoluer les choses...

4. La contestation radicale

La quatrième thématique, enfin, est encore plus radicale. Elle consiste à dénoncer les résultats et le système à venir dans son ensemble, que ce soit sur les fondements islamistes ou bien sur des objectifs de société, autrement dit sur le principe même que des islamistes puissent devenir démocrates et respecter les droits de l'homme et du citoyen tout en contestant leur honnêteté, leur rigueur morale, leur compétences et leur culture politique.

Réussites externes du mouvement contestataire tunisien

La réussite du mouvement de contestation apparaît indéniable à l'extérieur de la Tunisie. Elle la place ainsi au centre des débats de plusieurs pays. Celle-ci est d'abord externe, même si l'influence réelle du mouvement est relativement limitée et diffère très certainement de ce qu'avancent les contestataires eux-mêmes.

Les contestataires ont, certes, eu une certaine influence sur l'agenda international. Ainsi, un certain nombre de thèmes qu'ils véhiculent ont fait l'objet d'une prise en compte, voire de décisions concrètes, de la part des principaux gouvernements, mais l'effet sur le terrain intérieur reste limité...

Réussites internes du mouvement contestataire tunisien

Le principal succès du mouvement est surtout interne. Il est d'avoir réussi à unifier, pendant des mois et dans un même ensemble des courants protestataires qui manifestaient auparavant chacun de son côté. Cela a été le grand tournant de Tunis en janvier 2011.

Les alliances et les influences doivent être étudiées dans ce contexte d'« union sacrée » contre la dictature de Ben Ali... En effet, les contestataires ont formé deux types d'alliances. La première est celle de la contestation politique (partis et différents mouvements de jeunes en lutte) , la seconde est celle de la contestation sociale (syndicats) ...

Perspectives d'avenir du mouvement de contestation

Le devenir du mouvement de contestation est difficile à appréhender, notamment après les élections pour la Constituante. Ce que l'on peut dire pour l'instant, même si le mouvement est encore jeune, c'est qu'il est peu probable qu'il se transforme en une alternative globale à la majorité toute relative qui s'est dégagée des élections.

Tout d'abord, parce qu'il ne constitue pas un mouvement uniforme fondé sur une idéologie commune. Il n'a ni pétition de principes, ni idéologie attiré, ni structure générale de coordination, ni leader charismatique...

L'avenir de la contestation apparaît ainsi pour le moins incertain.

D'un point de vue interne, son avenir est suspendu au rapport que le mouvement entretiendra avec le parti religieux Ennahdha...

L'enjeu le plus immédiat pour le mouvement est son rapport à l'islam et à l'identité musulmane affirmée par les vainqueurs...

Il est cependant hasardeux et en tout cas prématuré de spéculer sur ce que donnera cet évènement.

Comment ce parti se comportera-t-il dans l'exercice du pouvoir ?

Qu'est - ce qui lui permet de définir le mal et son contraire ?

Tiendra-t-il les engagements qu'il a pris pour se faire adouber ?

Respectera-t-il les acquis engrangés par les Tunisiens et les Tunisiennes depuis l'indépendance ?

Acceptera-t-il la société tunisienne telle qu'elle est ou voudra-t-il la changer ?

Rêvera-t-il d'un gouvernement qui lui ressemble ?²

Ou restera t-il une énigme dont il faut trouver un jour la clé ?

Ces islamistes qui s'emparent pour la première fois du pouvoir ne sont-ils pas, au fond d'eux-mêmes, des intégristes qui montrent patte blanche en attendant de pouvoir sortir leurs griffes ?

De toute manière, avec 40% des voix et 89 constituants sur 217, ils sont dans l'obligation de négocier avec d'autres forces, de composer avec elles. Ils apprendront la démocratie en l'exerçant, auront à prendre des décisions qui leur donneront le sens des responsabilités de l'Etat de droit.

Après 60 ans d'une marche séculaire globale, les Tunisiens ont préféré donner leur confiance plutôt à une formation politique qui plaide pour un retour à la tradition, notamment religieuse qu'à celles qui mettaient en avant le bienfait que pourrait apporter une modernisation en action. Sans doute, à l'heure où les impressions laissées par cet événement, où les causes morales et sociales qui les ont déterminées sont encore si vivaces et si chaudes en nous et autour de nous, il est de notre devoir d'essayer d'analyser et de classer, tels qu'ils nous apparaissent, les caractères essentiels ou les raisons principales de cet avènement politique d'importance capitale pour l'avenir de notre pays. Nul doute que le succès d'Ennahdha n'est point usurpé. La réussite électorale de ce parti inspire un certain respect et le résultat ne peut en aucun cas être rejeté. Point de contestation sur ce point. Cependant, c'est une insigne mauvaise foi de la part de certains commentateurs que de se demander, non pas pourquoi et comment les partis laïques et modernistes ont été vaincus, mais pourquoi et comment le mouvement islamiste a gagné, comme si la défaite de la modernité était déjà considérée comme acquise avant de mener de bataille. C'est toute l'histoire de ce projet de société et son ancrage politico-social en Tunisie qu'il faudrait reprendre pour faire apparaître pourquoi la défaite aurait pu être évitée sans ces fatales erreurs politiques commises par les partis se réclamant de la modernité.

Le parti religieux Ennahdha a connu un grand succès parce qu'il s'est coulé dans le moule du Néo-Destour de Bourguiba. Il s'est adressé d'abord aux couches populaires, a labouré l'ensemble du pays du Nord au Sud et de l'Est à l'Ouest. Il a fait sienne la psychologie des gens, ainsi que leurs préoccupations. Il les a écoutés et a relayé leurs revendications sans négliger de les inonder d'avantages matériels, en dépensant beaucoup d'argent qu'il avait su réunir !?

Pour ce parti, l'islam a offert au peuple tunisien des tranquillisants qui lui ont permis de vivre en silence en surmontant des difficultés multiples et variées ; comme on dit en arabe : *bouche cousue*.

Ennahdha a gagné car le culte d'Allah joue un grand rôle dans la constitution des cultures, lorsque les populations partagent les mêmes symboles, les mêmes mythes et les mêmes critères d'approbations ou de condamnations des événements sociaux et politiques. Avec le triomphe de la démarche rationnelle portée par Bourguiba pour moderniser le pays, les Tunisiens ont appris à vivre leur religion d'une manière séculière. Une ligne de démarcation entre la sphère publique et la sphère privée a été tracée. Dans cette perspective, la sphère publique assure le dépassement des intérêts individuels ou de groupes, elle est un lieu de débat sociétal, tandis que la sphère privée est le lieu de la vie intime, des convictions et des passions religieuses. Or les événements politiques récents sont venus perturber cette configuration mise en place par un Bourguiba (contrairement à Atatürk) qui a su utiliser la religion elle-même pour mieux l'instaurer, comme l'écrivait J. Sayah³.

Au vu de la situation tunisienne, on constate que des hommes et des femmes restent divisés sur la question de la place de l'islam dans le champ politique. Certains pensent que la religion relève du domaine privé et devrait être séparée de la vie politique; d'autres trouvent que l'islam devrait jouer un rôle significatif en politique. Par conséquent, comme nous l'avons remarqué plus haut, la division d'opinion la plus nette ne se situe pas entre la démocratie et l'islam, mais plutôt entre la démocratie laïque et un système de gouvernance démocratique incorporant des éléments islamiques.

Désormais, la démocratie, en tant qu'expression de la justice parmi les humains est intériorisée dans l'ensemble du peuple, et l'islamisme politique de toutes tendances devra composer avec la massification de l'idée démocratique. Comme toutes les autres religions, l'Islam doit prendre conscience d'un fait capital : pour vivre dignement dans le monde moderne, il doit être coranique, ouvert et tolérant tout en refusant de rester prisonnier de son milieu et de son temps.

Il est cependant une certitude en Tunisie, mais aussi à terme dans l'ensemble de(s) monde(s) arabe(s) : rien ne sera plus comme avant janvier 2011. Un nouvel ordre de la pensée et de l'action politique vient d'être inauguré. Janvier 2011 est la plus grande fracture de notre histoire immédiate. Mais derrière cette rupture vers où va-t-on ? Démocratie halâl! Gouvernement militaire ! Gouvernement partiellement religieux dans un pays qui a hérité d'un passif de despotisme que la pensée arabe moderne n'a pas encore réussi à évacuer et auquel l'islamisme continue à s'accrocher ?

Déjà, les urgences interpellent : le nombre de chômeurs atteint le million, les régions déshéritées souffrent, les jeunes désespèrent, les investissements reculent, l'inflation est à son paroxysme, les prix enflent, le pouvoir d'achat s'étirole à vue d'œil. Tous les indicateurs virent au rouge, disait un observateur engagé.

Les bourgeons de ce printemps tunisien, aussi inattendus que prometteurs, viennent à peine d'éclore. Nul ne sait quel fruit amer ou sucré ils produiront... Par delà d'inévitables incertitudes, remises en cause ou régressions autoritaires, le printemps tunisien a déjà imprimé sa marque dans l'histoire de notre mémoire. « Des milliers de citoyens ont donné leur vie pour faire aboutir les idéaux qu'il porte. Dans les pays arabes mais aussi ailleurs dans le monde, pour beaucoup de gens privés depuis des décennies de démocratie et de justice, il est désormais à la fois une expérience, une référence et un horizon »⁴

Napoléon Bonaparte disait un jour : « *nous avons fini le roman de la Révolution, il faut en commencer l'histoire, ne voir que ce qu'il y a de réel et de possible dans l'application des principes et non ce qu'il ya de spéculatif et d'hypothétique. Suivre aujourd'hui une autre voie ce serait philosopher et non gouverner* »⁵

On s'interroge depuis pour savoir si Napoléon a bien été le sauveur de la Révolution française ou son fossoyeur.

Bibliographie

- Ayari, B.M et Geisser, V, Renaissance arabes, 7 clés sur les révolutions en marche, Clamecy, les Editions de l'Atelier, 2011.
- Ben Achour, Y, La deuxième fâtiha, l'islam et la pensée des droits de l'Homme, Paris, PUF, 2011.
- Beji, H, le désenchantement national, Essai sur la décolonisation, Paris, Maspéro, 1982.
- Burgat, F, l'islamisme au Maghreb, Paris, Payot, 1995.
- Charfi, M, Islam et liberté, le malentendu historique, Paris, Albin Michel, 1998.
- Daoud, Z, « Politique et féminisme au Maghreb », le siècle des féminismes, Paris, les Editions de l'Atelier, 2004.
- Derria, J, l'Animal que donc je suis, Paris, Galilée, 2006.
- Droz-Vincent, Ph « Quel avenir pour l'autoritarisme dans le monde arabe ? », Revue française de sciences politiques, volume 54, numéro 6, 2004, p. 967.
- Garon, L, Le silence tunisien, les alliances dangereuses au Maghreb, Paris, l'Harmattan, 1998.
- Hessel, S et Morin, E, Le chemin de l'espérance, Paris, Fayard, 2011.
- Hirsch, E, Islam et Droits de l'homme, Paris, librairie des libertés, 1984.
- Huntington, S-P, le choc des civilisations, Paris, Odile Jacob, 2000.
- Kepel, G, Fitna, Guerre au cœur de l'islam, Clamecy, Gallimard, 2004.
- La Presse tunisienne, numéro du 3 août 2011.
- Laroui, A, Islam et modernité, Paris, La Découverte, 1986.
- Loveluck, B, « Internet, vers la démocratie radicale ? » le débat n°151, Paris, Gallimard, 2008.
- Marzouki, M, le mal arabe, Entre dictatures et intégrismes : la démocratie interdite, Paris, L'Harmattan, 2004.
- Marzouki, M et Geisser, V, Dictateurs en sursis, La revanche des peuples arabes, Paris, les Editions de l'Atelier, 2011.
- Meddeh, A, « l'icône mentale » Dédale, 1995, n° 1, p.45.
- Talbi, M et Jarczyk, G, Penseur libre en islam, un intellectuel musulman dans la Tunisie de Ben Ali, Paris, Albin Michel, 2002.
- Vayssières, P, Les révolutions d'Amérique latine, Paris, le Seuil, 2006.

Notes

¹ Le 17 décembre 2010, Mohamed Bouazizi, un jeune chômeur tunisien, blessé par le mal-vivre, victime de l'indifférence et de l'oppression s'immola par le feu pour protester contre la confiscation par la police de sa charrette de légumes. Ce n'était pas le premier cas. Monastir a précédé Sidi Bouzid. Mais cette fois-ci, personne n'imaginait la résonance de son geste. Moins d'un mois plus tard, l'histoire était au rendez-vous. Elle répondit à l'appel du désespoir et le peuple tunisien tout entier quitta sa bastille pour chasser le démon Ben Ali, réputé indéboulonnable

² L'occidentalisation, sous toutes ses formes est considérée par Ennahdha comme une atteinte à l'identité, au respect de soi et à l'honneur. Elle est comprise comme un signe d'asservissement dont la cause principale est d'avoir abandonné la loi sacrée des ancêtres (salaf).

³ Sayah, J, pour une nouvelle constituante en Tunisie, la Presse tunisienne du 3 août 2011.

⁴ M-B, Ayari et V. Geisser, Renaissance arabes, 7 questions clés sur des révolutions en marche, Paris, les Editions de l'Atelier, 2011, P.15

⁵ In Talbi, M et Jarczyk, G, Penseur libre en islam, un intellectuel musulman dans la Tunisie de Ben Ali, Paris, Albin Michel, 2002, P 122.